

Question écrite de Monsieur Daniel Senesael, Député fédéral, à Madame Annelies Verlinden, Ministre de l'Intérieur, relative à la formation de nos policiers

Madame la Ministre,

Récemment, vous indiquiez dans la presse et en réponse à une question orale d'un de mes collègues, votre volonté de lancer un projet pilote visant la révision de la structure académique de formation de nos policiers.

Dans vos réponses, vous indiquiez la complexité de cette matière face au morcellement des compétences ainsi que l'élaboration d'un plan d'action répondant aux recommandations de la Cour des comptes de juin 2022, comportant des objectifs à court, moyen et long termes, notamment, la création d'un service de gestion de la formation au sein de la police fédérale.

Par ailleurs, dans le but d'éveiller de nouvelles vocations au sein de nos jeunes, le projet, déjà développé en Flandres depuis 2020, d'une formation « Défense et Sécurité » devait également voir le jour cette année en Fédération Wallonie-Bruxelles pour offrir une option dédiée aux métiers de la sécurité aux élèves de l'enseignement secondaire technique.

Madame la Ministre, je souhaiterais donc vous poser les questions suivantes dans la suite de vos précédentes réponses :

- Sur quelle base légale et de financement ce projet de révision de formation pourrait-il voir le jour ?
- Vous évoquiez la complexité du morcellement des compétences en la matière, une concertation avec les entités fédérées est-elle mise en place ou envisagée sur le sujet ? Comment voyez-vous l'articulation entre les différents niveaux de pouvoir ?
- Dans le but de valoriser le diplôme de nos policiers pour l'ensemble de leur carrière, ce projet s'intégrerait-il dans le processus de Bologne ?
- Pouvons-nous être informés quant au plan d'action élaboré dans le prolongement du rapport de la Cour des comptes de juin 2022 ?
- Enfin, pourriez-vous nous informer de l'évolution du projet de formation « Défense et Sécurité » dans le secondaire francophone ? Sur quelle base légale et de financement ce projet a-t-il pu voir le jour ? Par combien d'élèves est-elle suivie à l'heure actuelle ? Combien d'écoles proposent cette formation au sein de notre pays, pouvez-vous nous indiquer le détail de répartition entre les régions ?

D'avance, Madame la Ministre, je vous remercie pour vos éléments de réponse.



DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN, INSTITUTIONELE HERVORMINGEN EN DEMOCRATISCHE VERNIEUWING

LA MINISTRE DE L'INTERIEUR, DES REFORMES INSTITUTIONNELLES ET DU RENOUVEAU DEMOCRATIQUE

Département : 12

Departement :

Document : 55 20222023

Réponse à la question parlementaire écrite n° 1837 de monsieur SENESAEL Daniel, Député datée du 30/03/2023, concernant “ la formation de nos policiers”.

Antwoord op de schriftelijke parlementaire vraag nr. 1837 van de heer SENESAEL Daniel, Volksvertegenwoordiger van 30/03/2023, betreffende de “de opleiding van onze politieagenten”.

L'honorable Membre trouvera ci-après la réponse aux questions posées.

Het Geachte Lid vindt hieronder het antwoord op de gestelde vragen.

1.

Le projet pilote vise à déterminer si une intégration dans l'enseignement supérieur est possible et favorable et, dans l'affirmative, comment elle peut se faire. Comme il s'agit d'un projet pilote, aucune modification du cadre réglementaire ou financier n'a été envisagée pour ce faire.

1.

Het pilootproject heeft tot doel na te gaan of een inbedding in het regulier onderwijs mogelijk en wenselijk is en hoe dit desgevallend vorm kan krijgen. Gezien het gaat om een pilootproject werden hiervoor geen wijzigingen in het regelgevend of financieel kader voorzien.

2.

Les projets pilotes seront supervisés par un comité d'accompagnement qui comprendra les partenaires nécessaires. Des experts seront également sollicités le cas échéant. Ces experts pourront comprendre les différentes autorités compétentes.

2.

De pilootprojecten zullen begeleid worden door een begeleidingscomité waarbinnen de nodige partners worden opgenomen. Er zal ook beroep worden gedaan op experts wanneer dit opportuun is. Deze experts kunnen tot de verschillende bevoegde instanties behoren.

3.

L'objectif de ce projet est de déterminer si cela nous permettra de mieux préparer les policiers aux nombreux défis auxquels ils sont confrontés sur le terrain, dans une société qui évolue rapidement. En outre, le projet fournira également des indications sur la manière dont nous pouvons valoriser leurs efforts et investir dans la gestion de leur carrière. Grâce à une approche ascendante, les projets pilotes serviront de base pour façonner davantage l'éducation policière à l'avenir.

3.

Het uitgangspunt van dit project is om na te gaan of we de politiemedewerkers op deze manier beter kunnen klaarstomen voor de vele uitdagingen waarmee zij, in onze snel veranderende maatschappij, op het terrein worden geconfronteerd. Het project zal daarnaast ook inzichten verschaffen in hoe we hun inspanningen kunnen valoriseren en hoe we kunnen investeren in hun verder loopbaanmanagement. De pilootprojecten zullen, vanuit een bottom-up approach, als basis

dienen om het politieonderwijs in de toekomst verder vorm te kunnen geven.

4.

Comme nous l'avons déjà mentionné, un comité d'accompagnement sera mis en place pour superviser et évaluer les projets pilotes. Des partenaires universitaires pourront également y être invités en tant qu'experts.

4.

Zoals reeds vermeld, wordt er een begeleidingscomité opgericht om de pilootprojecten te begeleiden en te evalueren. Ook daar kunnen academische partners als expert worden uitgenodigd.

5a.

Dans son rapport publié en juin 2022, la Cour des comptes a formulé 18 recommandations. Un projet et des actions ont été liés à chacune d'entre elles, pour une réalisation entre 2022 et 2024. Ci-dessous un état des lieux :

5a.

Het Rekenhof heeft 18 aanbevelingen geformuleerd in haar verslag dat in juni 2022 gepubliceerd werd. Aan elke aanbeveling zijn een project en acties gekoppeld, ter uitvoering tussen 2022 en 2024. Hieronder volgt een stand van zaken:

Recommandation 1: Actualiser l'arrêté ministériel de répartition des aspirants Inspecteurs de police par école pour tenir compte des besoins des services de police et des réalités des incorporations dans les écoles.

Aanbeveling 1: Het ministerieel besluit inzake de verdeling van de aspirant-inspecteurs van politie per school bijwerken om rekening te houden met de behoeften van de politiediensten en de realiteit van de inlijvingen in de scholen.

Etat des lieux : La proposition de modifications a été rejetée par la Secrétaire d'État au budget en septembre 2022. Des réflexions pour l'élaboration d'une solution alternative sont en cours.

Stand van zaken: De voorgestelde wijzigingen zijn in september 2022 door de Staatssecretaris van Begroting verworpen. Er wordt nagedacht over een alternatieve oplossing.

Recommandation 2 : Suivre et analyser les durées de formation supérieures à la norme de 12 mois, en prenant notamment en considération le niveau d'exigence des épreuves de sélection.

Aanbeveling 2: Opvolging en analyse van de duur van de opleiding na de norm van 12 maanden, met name rekening houdend met het kwaliteitsniveau van de selectieproeven.

Etat des lieux : Les données (à partir de 2021) sont disponibles et en cours d'analyse.

Stand van zaken: De gegevens (vanaf 2021) zijn beschikbaar en worden geanalyseerd.

Recommandation 3 : Analyser les données d'échecs afin d'en déterminer les causes.

Aanbeveling 3: De gegevens van niet-slagen analyseren om de oorzaken te bepalen.

Etat des lieux : Projet en cours.

Stand van zaken: Project lopende.

Recommandation 4 : Encadrer la procédure de mise en échec des aspirants inspecteurs de police pour en respecter les conditions et les délais réglementaires.

Aanbeveling 4: De procedure voor het niet-slagen van de aspirant-inspecteurs van politie omkaderen om de voorwaarden en wettelijke termijnen ervan na te leven.

Etat des lieux : Note de gestion des dossiers d'école validée et proposition du processus de gestion des aspirants introduite et en cours de validation. Une proposition de révision des conditions de réussite est également en cours de validation.

Recommandation 5 : Évaluer et revoir le programme de formation au regard des compétences nécessaires à tout Inspecteur de police qui entame sa carrière dans un service de police.

Etat des lieux : La forme de la fiche des clusters a été harmonisée et validée.

Le contenu de 12 fiches de clusters sur les 15 a été harmonisé et approuvé par les écoles de police. Les autres le seront d'ici l'été 2023.

Un support didactique unique pour le cluster 1 est en cours de développement. Les autres clusters suivront.

Recommandation 6 : Garantir l'homogénéité dans la mise en œuvre de la formation, y compris l'organisation de l'apprentissage en alternance et les modalités d'évaluation.

Etat des lieux : Cahier spécial des charges rédigé et consultation des différents piliers en cours.

En outre, nous investissons également dans l'apprentissage et l'évaluation sur le lieu de travail en ce qui concerne le transfert de compétences.

Recommandation 7 : Évaluer, comme prévu au départ, le stage probatoire et tirer les leçons nécessaires pour améliorer le dispositif (notamment quant à sa place avant ou après la nomination et à l'homogénéisation des pratiques)

Etat des lieux : Manuel du stage probatoire élaboré et adapté suite à des réunions techniques avec les organisations syndicales. En cours de validation.

Recommandation 8 : Mettre en place un support centralisé pour aider et encadrer les services qui reçoivent des stagiaires et

Stand van zaken: Beheersnota van de schooldossiers is gevalideerd en het voorstel voor het beheersproces van de aspiranten is ingediend en gevalideerd. Een voorstel tot herziening van de slagingsvoorwaarden wordt momenteel eveneens gevalideerd.

Aanbeveling 5: Het opleidingsprogramma evalueren en herzien in het licht van de competenties die nodig zijn voor elke inspecteur van politie die bij een politiedienst gaat werken.

Stand van zaken: De vorm van de clusterfiches is geharmoniseerd en gevalideerd. De inhoud van 12 van de 15 clusterfiches is geharmoniseerd en goedgekeurd door de politiescholen. De overige zullen tegen de zomer van 2023 geharmoniseerd zijn. Voor cluster 1 wordt unieke didactische ondersteuning ontwikkeld. De andere clusters zullen volgen.

Aanbeveling 6: Zorgen voor samenhang in de uitvoering van de opleiding, met inbegrip van de organisatie van het werkplekleren en de evaluatiemodaliteiten.

Stand van zaken: Speciaal lastenboek is opgesteld en overleg met de verschillende pijlers is lopende.

Daarenboven investeren we ook in werkplekleren en de evaluatie inzake competentieoverdracht.

Aanbeveling 7: De probatiestage, zoals oorspronkelijk gepland, evalueren en de nodige lessen trekken om het systeem te verbeteren (met name wat betreft de plaats ervan vóór of na de benoeming en de standaardisering van de praktijken).

Stand van zaken: Handleiding voor de probatiestage is ontwikkeld en aangepast na technische vergaderingen met de vakorganisaties. Wordt momenteel gevalideerd.

Aanbeveling 8: Een gecentraliseerd ondersteuningssysteem opzetten om de diensten die stagiairs ontvangen bij te staan en

garantir une qualité homogène. Voir recommandations 6 et 7.

Recommandation 9 : Confier à un organe permanent représentatif la définition de la vision stratégique de la formation, intégrant les aspects liés à la pédagogie, l'organisation et au financement, et la surveillance de la mise en œuvre des orientations décidées. Cette question fait actuellement l'objet de discussions au sein de la police fédérale.

Recommandation 10 : Mettre en place un dispositif centralisé de gestion de la qualité des formations pour atteindre les normes de qualité.

Etat des lieux : Le service Management de la formation a été mis en place le 1er janvier 2023 au sein de la Direction du personnel et compte pour l'instant une quality manager qui entretient des contacts avec les différentes écoles de police. Un premier rapport de synthèse a été rédigé à la suite de la participation de la quality manager aux conseils de formation et comités pédagogiques des écoles de police.

Recommandation 11 : Prévoir un centre de support et d'expertise pédagogique à destination des écoles, doté des moyens et ressources nécessaires à ces missions

Etat des lieux : Lancement d'un réseau national de pédagogues est prévu dans le courant du deuxième semestre 2023.

Recommandation 12 : Clarifier les relations entre la Direction du personnel et l'Académie nationale de police.

Projet : Analyse des missions et fonctionnalités respectives.

Etat des lieux : Projet 'analyse des missions et des fonctionnalités s'est terminé par la création du service Management de la formation au niveau de la Direction du personnel et accomplissant des missions supra-écoles.

te begeleiden en om een consistente kwaliteit te waarborgen. Zie aanbevelingen 6 en 7.

Aanbeveling 9: een permanent representatief orgaan belasten met de bepaling van de strategische visie op opleiding, met integratie van de pedagogische, organisatorische en financiële aspecten, en met het toezicht op de uitvoering van de vastgestelde richtlijnen. Dit wordt momenteel besproken binnen de Federale Politie.

Aanbeveling 10: Opzetten van een gecentraliseerd systeem voor kwaliteitsbeheer inzake opleidingen om aan de kwaliteitsnormen te voldoen.

Stand van zaken: De dienst Opleidingsmanagement werd opgericht op 1 januari 2023 binnen de Directie van het Personeel en telt momenteel een *quality manager* die contacten onderhoudt met de verschillende politiescholen. Een eerste syntheserapport werd opgesteld ingevolge de deelname van de *quality manager* aan de opleidingsraden en pedagogische comités van de politiescholen.

Aanbeveling 11: Voorzien in een centrum voor pedagogische ondersteuning en expertise voor de scholen, met de benodigde middelen en hulpmiddelen voor deze opdrachten.

Stand van zaken: lancering van een nationaal pedagogennetwerk is voorzien in de loop van het tweede semester 2023.

Aanbeveling 12: De relaties tussen de Directie van het personeel en de Nationale politieacademie verduidelijken.

Project: analyse van de respectievelijke opdrachten en functionaliteiten.

Stand van zaken: project voor de analyse van de opdrachten en functionaliteiten is afgerond door de oprichting van de dienst Opleidingsmanagement op het niveau van de Directie van het personeel die de opdrachten 'supra-scholen' uitvoert.

Recommandation 13 : Calibrer les documents de gestion pour qu'ils soient utiles à la bonne organisation des formations policières, veiller à leur homogénéité et leur accorder un suivi pertinent.

Etat des lieux : Planning de développements d'outils informatiques intégrés est prévu pour la fin 2024.

Recommandation 14 : Conclure les contrats de gestion comme le prévoit la réglementation; en faire un outil de pilotage de la qualité et acter les engagements, les objectifs de résultat et les ressources; confier le suivi de l'exécution à la Direction du personnel.

Etat des lieux : Contrat de gestion type rédigé, soumis aux écoles et validé par le Comité de coordination de la Police Intégrée. Le dossier est actuellement en cours de discussion au niveau de la Direction du personnel.

Recommandation 15 : Édicter des directives pour encadrer la sélection et le recrutement du personnel enseignant en se basant sur les bonnes pratiques développées par certaines écoles.

Etat des lieux : Cette note en cours de rédaction et sera une mise en application en 2024.

Recommandation 16 : Mettre à jour la clé de répartition des formateurs fédéraux, déterminer les critères encadrant leur sélection/recrutement et les affecter en fonction des besoins actualisés.

Etat des lieux : Voir recommandation 15.

Recommandation 17 : S'assurer que la Police Fédérale ait une image claire du coût total de la formation par aspirant, information nécessaire à toute réforme dans le domaine.

Projet : Lancer un audit financier relatif à l'ensemble des formations.

Etat des lieux : nous étudions actuellement les possibilités d'audit, ce qui a également un impact financier.

Aanbeveling 13: De beheersdocumenten zodanig kalibreren dat ze nuttig zijn voor de goede organisatie van de politieopleidingen, de homogeniteit ervan waarborgen en er een relevante opvolging aan geven.

Stand van zaken: Planning van de ontwikkeling van geïntegreerde IT-tools is voorzien tegen eind 2024.

Aanbeveling 14: Beheerscontracten afsluiten zoals bepaald in de regelgeving; er een tool voor kwaliteitsopvolging van maken en de verbintenissen, prestatiedoelstellingen en middelen vastleggen; de Directie van het personeel belasten met de opvolging van de uitvoering.

Stand van zaken: Standaard beheerscontract is opgesteld, voorgelegd aan de scholen en gevalideerd door het Coördinatiecomité van de Geïntegreerde Politie. Het dossier wordt momenteel verder besproken op het niveau van de Directie van het personeel.

Aanbeveling 15: Richtlijnen opstellen ter omkadering van de selectie en rekrutering van het onderwijzend personeel op basis van de goede praktijken die door sommige scholen zijn ontwikkeld.

Stand van zaken: Deze nota wordt momenteel opgesteld en wordt uitgevoerd in 2024.

Aanbeveling 16: De verdeelsleutel van de federale opleiders bijwerken, de criteria voor hun selectie/rekrutering bepalen en hen toewijzen overeenkomstig de bijgewerkte behoeften.

Stand van zaken: Zie aanbeveling 15.

Aanbeveling 17: Ervoor zorgen dat de Federale Politie een duidelijk beeld heeft van de totale opleidingskosten per aspirant, informatie die nodig is voor elke hervorming in dit domein.

Project: Een financiële audit opstarten van alle opleidingen.

Stand van zaken: we bekijken momenteel de opties voor een audit, dit heeft ook een financiële impact.

Recommandation 18 : Réformer le financement des écoles de police pour qu'il soit octroyé de manière équitable à chaque école (au regard du nombre réel d'aspirants qu'elle forme).

Etat des lieux : Voir recommandation 1.

5b.

Le suivi des recommandations formulées par la Cour des Comptes est assuré par la Direction du personnel de la Direction générale de la gestion des ressources et de l'information. Les projets y afférents sont menés en collaboration avec les différentes parties prenantes en fonction des cas, notamment les services de la Direction du personnel, les écoles de police et leur pouvoir organisateur dans les provinces/région, la Commission permanente de la Police Locale, les organisations syndicales, le service juridique de la Police Fédérale, etc.

6a.

Après que les Communautés ont établi le cadre réglementaire nécessaire, une convention d'enseignement a été conclue avec les ministres de la défense, de l'intérieur et de la justice et les représentants des prestataires de services d'enseignement pour organiser la formation en matière de défense et de sécurité.

Dans l'enseignement flamand, 16 écoles proposent une formation "Défense et Sécurité". En 2021, 542 jeunes ont commencé la formation néerlandophone "Défense et sécurité". Au cours de l'année scolaire 2022-2023, 591 élèves suivent la 5^e année et 426 élèves suivent la 6^e année (2^e année du 3^e grade de l'enseignement secondaire) de la formation 'Défense et Sécurité'.

La formation "Aspirants aux métiers de la Défense", de la prévention et de la sécurité a été lancée pour la première fois dans les écoles francophones par 13 écoles le 1^{er}

Aanbeveling 18: De financiering van politiescholen hervormen zodat deze evenredig wordt toegekend aan elke school (in verhouding tot het werkelijke aantal aspiranten dat zij opleidt).

Stand van zaken: Zie aanbeveling 1.

5b.

De aanbevelingen van het Rekenhof worden opgevolgd door de directie van het Personeel van de Algemene directie van het middelenbeheer en de informatie. De desbetreffende projecten worden uitgevoerd in samenwerking met de verschillende belanghebbenden, afhankelijk van het geval, waaronder de diensten van de Directie van het personeel, de politiescholen en hun organiserende instanties in de provincies/gewesten, de Vaste Commissie van de Lokale Politie, de vakorganisaties, de juridische dienst van de Federale Politie, enz.

6.

Nadat de Gemeenschappen het nodige reglementaire kader hebben vastgelegd, is een onderwijsconvenant afgesloten met de ministers van Defensie, Binnenlandse Zaken en Justitie en de vertegenwoordigers van de onderwijsverstrekkers om de opleiding "Defensie en Veiligheid" te organiseren.

In het Vlaams onderwijs zijn er 16 scholen die de opleiding 'Defensie en veiligheid' aanbieden. In 2021 zijn 542 jongeren gestart met de Nederlandstalige opleiding "Defensie en Veiligheid". In het schooljaar 2022-2023 volgen 591 leerlingen het 5^{de} jaar en 426 leerlingen het 6^{de} jaar (2^{de} jaar van de 3^{de} graad secundair onderwijs) de opleiding "Defensie en Veiligheid".

De opleiding "Aspirants aux métiers de la Défense", de la prévention et de la sécurité is op 1 september 2022 voor het eerst gestart in 13 scholen van het Franstalig onderwijs. Daar start

septembre 2022. À cet égard, la formation commence dès la 4^e année de l'enseignement secondaire. 553 élèves ont commencé cette formation lors de cette année scolaire dans l'enseignement francophone.

À Bruxelles, la formation est proposée dans une école néerlandophone et dans une école francophone.

En ce qui concerne l'évaluation de la première année d'enseignement, la convention relative à l'enseignement prévoit une commission d'accompagnement pour la formation "Défense et sécurité", composée de représentants des acteurs fédéraux responsables de certaines composantes du cours, des organisations faitières de l'enseignement et de GO !, des autorités scolaires concernées et des ministres flamands de l'enseignement et du travail.

L'une des tâches de cette commission d'évaluation est d'assurer une réunion annuelle d'évaluation de la convention relative à l'enseignement, en assurant notamment le suivi de la qualité de la formation offerte, des possibilités de débouchés pour les diplômés et le contrôle des inscriptions.

En outre, il existe une concertation permanente entre l'enseignement et les différents secteurs concernés, avec une évaluation continue de la formation.

de opleiding al in het 4^{de} jaar secundair onderwijs. Er zijn dit schooljaar 553 leerlingen gestart met deze opleiding in het Franstalig onderwijs.

In Brussel wordt de opleiding aangeboden in een Nederlandstalige en een Franstalige school.

Wat de evaluatie van het eerste onderwijsjaar betreft, voorziet het onderwijsconvenant bij de opleiding "Defensie en Veiligheid" in een begeleidingscommissie, die bestaat uit vertegenwoordigers van de federale actoren die instaan voor bepaalde opleidingsonderdelen, van de onderwijskoepels en GO!, van de betrokken schoolbesturen en van de Vlaamse ministers bevoegd voor onderwijs en voor werk.

Eén van de taken van deze begeleidingscommissie is het voorzien van een jaarlijkse evaluatievergadering met betrekking tot het onderwijsconvenant, waarbij onder meer de kwaliteit van de aangeboden opleiding, de doorstroommogelijkheden voor de afgestudeerden en de monitoring van de inschrijvingen opgevolgd worden.

Daarnaast is er een permanent overleg tussen onderwijs en de verschillende betrokken sectoren, waarbij de opleiding continu wordt geëvalueerd.